

Unité départementale Le Havre  
48 rue Denfert Rochereau  
BP 59  
76084 Le Havre

Le Havre, le 25/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LOGISTIQUE ESTUAIRE (KATOEN NATIE)**

Parc de la plaine  
76700 MAYVILLE

Références : 20240630 PPC  
Code AIOT : 0005802281

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement LOGISTIQUE ESTUAIRE (KATOEN NATIE) implanté Parc de la plaine 76700 Gonfreville-l'Orcher. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection. Cette visite a permis à l'inspection de vérifier certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2023, applicable au site et relatives au confinement des eaux incendie, au moyen de lutte contre l'incendie, et aux stockages.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LOGISTIQUE ESTUAIRE (KATOEN NATIE)

- Parc de la plaine 76700 Gonfreville-l'Orcher
- Code AIOT : 0005802281
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Logistique Estuaire Opérations comprend un entrepôt de 7 cellules de stockage de matières combustibles diverses, ainsi que 68 silos de stockage de billes de granulés de plastiques industriels.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Réseau d'eau incendie	Arrêté Préfectoral du 10/01/2023, article 7.7.3.1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Poteaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/01/2023, article 7.7.3.2	Demande d'action corrective	12 mois
3	Réseau de sprinklage	Arrêté Préfectoral du 10/01/2023, article 7.7.3.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	R.I.A	Arrêté Préfectoral du 10/01/2023, article 7.7.3.4	Demande d'action corrective	12 mois
5	Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 10/01/2023, article 7.7.3.5	Demande d'action corrective	12 mois
7	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 10/01/2023, article 7.7.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Prescriptions spécifiques aux stockages de produits classés rubrique 1510	Arrêté Préfectoral du 10/01/2023, article 8.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Plan d'Opération Interne	Arrêté Préfectoral du 10/01/2023, article 7.7.7	Sans objet
8	Identification des produits	Arrêté Préfectoral du 10/01/2023, article 7.2.1	Sans objet
10	Stockage en palettiers	Arrêté Préfectoral du 10/01/2023, article 8.3	Sans objet
11	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 10/01/2023, article 8.1.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite du 27 juin 2024, plusieurs actions correctives doivent être réalisées par l'exploitant, et notamment :

- La réalisation d'un test d'étanchéité des vannes de confinement du site ;
- La levée des observations des non-conformités et des observations présentes dans les rapports de vérification du sprinklage ;
- L'élargissement des allées dans les cellules de stockage en masse pour atteindre la largeur réglementaire de 2 mètres.

L'exploitant doit également justifier que ses îlots de stockage en masse ont une surface inférieure à 400 m<sup>2</sup>, comme le prescrit la réglementation.

D'autres demandes d'actions correctives et de justificatifs sont également formulées dans le présent rapport auxquelles l'exploitant doit répondre dans les délais indiqués.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Réseau d'eau incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2023, article 7.7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau - Réseau d'eau incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit disposer d'un réseau d'eau incendie maillé, sectionnable et alimenté sur le réseau d'eau industrielle. Il doit être protégé contre le gel et comporter des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture lors d'un sinistre par exemple, puisse être isolée.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté lors de la visite le plan des réseaux, et l'a transmis à la suite de l'inspection par courriel du 17/07/2024 .  <u>Analyse de l'inspection :</u> Ce plan des réseaux est complet. Il permet de voir sur site : <ul style="list-style-type: none"><li>- le réseau RIA,</li><li>- le réseau d'eau potable,</li><li>- le réseau sprinkler,</li><li>- les poteaux incendie disposés tout autour du site,</li><li>- les vannes de confinement.</li></ul> Cinq vannes de confinement sont présentes sur site : <ul style="list-style-type: none"><li>• Trois vannes sont au Sud ;</li><li>• Deux vannes sont au Nord.</li></ul> L'inspection a demandé à l'exploitant de présenter les rapports d'entretien des vannes de barrage des années 2022 et 2023. Ces rapports ont été mis à disposition puis transmis à l'inspection suite à la visite par courriel du 17/07/2024. Ces contrôles ont été réalisés sur les 5 vannes du site. Le contrôle de vérification des vannes de 2022 mentionne que la vanne a été contrôlée pour le

bon fonctionnement de l'ouverture et de la fermeture. Le protocole de vérification n'est pas précisé, et l'étanchéité ne fait pas partie des critères vérifiés lors du contrôle. L'inspection demande donc à l'exploitant de préciser dans son prochain rapport de mesure le protocole de contrôle des vannes et de réaliser un test d'étanchéité afin de garantir l'efficacité de ces vannes, et donc du confinement des eaux sinistrées en cas d'incendie.

L'inspection a également demandé à l'exploitant de présenter sa procédure pour la fermeture de ces vannes. Celle-ci est illustrée et compréhensible.

#### Éléments de l'exploitant :

L'exploitant a déclaré qu'un test mensuel était réalisé par un opérateur, pour contrôler la bonne fermeture des vannes.

L'exploitant a déclaré qu'en cas d'accident, c'est cet opérateur qui se chargerait de la fermeture manuelle des vannes. L'opérateur a déclaré qu'il faudrait une dizaine de minutes pour confiner le site.

#### Constats de l'inspection sur le terrain :

L'inspection a réalisé deux tests de fermeture de vannes de confinement sur deux vannes au Sud du site.

**Vanne Sud :** Deux minutes après le déclenchement par l'opérateur, le voyant « pelle bloquée » s'est allumé. Le test n'a donc pas été concluant.

**Vanne Sud-Est :** Deux minutes après le déclenchement par l'opérateur, le voyant « vanne fermée » s'est allumé.

L'inspection a demandé à l'exploitant de lui montrer la clé permettant d'actionner la vanne manuellement en cas d'échec de la centrale, et a constaté qu'elle n'était pas à l'emplacement prévu.

L'exploitant a fourni, suite à l'inspection, le rapport du prestataire de contrôle des vannes qui est intervenu sur site suite au test défaillant réalisé en présence de l'inspection sur la vanne Sud. Le rapport spécifie la « présence de débris dans la vis sans fin causant le blocage de la pelle », et préconise un nettoyage du regard et de la pelle régulier pour éviter que la situation ne se reproduise. L'inspection demande à l'exploitant de suivre ces préconisations du rapport. L'exploitant a également fourni, suite à la visite, une photo de la clé de manœuvre de la vanne de barrage à son emplacement.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

##### Demande d'action corrective n°1 :

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser, **lors du prochain contrôle** des vannes de confinement, un test d'étanchéité de toutes les vannes du site.

<u>Demande d'action corrective n°2 :</u> L'inspection demande à l'exploitant de formaliser, <b>sous un mois</b> , une procédure intégrant le nettoyage des regards et des pelles des vannes de confinement afin d'éviter l'obstruction de la vanne et de garantir l'efficacité du confinement sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Poteaux d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2023, article 7.7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Poteaux d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit assurer la défense extérieure contre l'incendie par 16 poteaux d'incendie de DN 150 mm normalisés (NF S 61.213) incongelables répartis autour du site. Cinq poteaux piqués sur des canalisations doivent pouvoir assurer pour chacun d'eux et simultanément un débit minimum de 120 m <sup>3</sup> /h sous une pression dynamique de 1 bar (NF S 62.200).
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis les rapports de vérification des poteaux incendie pour les années 2023 et 2022 en amont de l'inspection. Ces contrôles ont été exhaustifs sur les seize poteaux incendie du site. La norme utilisée en référence est la norme NFS 62-200.  <u>Analyse documentaire :</u> Dans le rapport de 2023, plusieurs non-conformités à la norme sont mentionnées, et notamment des non-conformités constructives, sur les poteaux N°1 (trop bas en terre), N°6 (vidange trop lente), N°8 (emplacement à moins de 50 cm du grillage), N°10 (vidange trop lente), N°11 (emplacement à moins de 50 cm du grillage), N°13 (emplacement à moins de 50 cm du mur), N°15 (trop bas en terre), N°16 (trop bas en terre). Ces non-conformités ne gênent pas l'utilisation des poteaux en l'état, selon le rapport. Néanmoins, le rapport de 2023 présente que le test de débit a été impossible pour l'hydrant n°7. Dans le rapport de 2022, le test n'avait pas été possible non-plus, et le poteau incendie a été indiqué non-conforme à la norme NFS 62-200, et non-utilisable en l'état, puisque le raccord DN100 était cassé.  <u>Éléments de l'exploitant</u> Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu fournir de réponse à propos du poteau n°7 mais a néanmoins transmis les éléments suivants à la suite de la visite, suite à la réparation du raccord.

Analyse de l'inspection :

L'exploitant a transmis à l'inspection, suite à la visite, un nouveau test réalisé sur le poteau incendie 7 le 09/07/2024. Le poteau est indiqué conforme à la norme NFS 62-200 et utilisable en l'état. Le débit a été mesuré à 5,6 bars à 180m<sup>3</sup>/h. Néanmoins, aucun débit n'a été inscrit pour une pression à 1 bar.

La prescription susmentionnée impose à l'exploitant d'avoir un débit simultané de 120 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique de 1 bar (NF S 62.200) pour cinq poteaux. Une demande a été faite par l'inspection en 2020 pour réaliser un essai de cinq poteaux en simultané. Le rapport réalisé à l'époque conclut à : « Les performances enregistrées couvrent le besoin exprimé à 120 m<sup>3</sup>/h à 1 bar sur 5 poteaux en simultanée ».

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande d'action corrective n°3 :

L'inspection demande à l'exploitant de veiller à renseigner le débit sous une pression de 1 bar pour l'ensemble des poteaux du site dans son prochain rapport de mesure de débit des poteaux incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 12 mois

**N° 3 : Réseau de sprinklage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/01/2023, article 7.7.3.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ressources en eau - Réseau de sprinklage

**Prescription contrôlée :**

Un réseau de sprinklage doit être aménagé au sein de chaque cellule (5 à 7) du bâtiment situé à l'Ouest du site. Ce système fonctionne à l'aide d'une motopompe alimentée en gasoil et démarrée à l'aide d'une batterie afin d'assurer une pression continue en cas de coupure électrique. Le local contenant la motopompe ainsi que le réservoir d'eau du réseau de sprinklage sont situés à l'Est de la cellule 5 et séparés de celle-ci par un mur REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) de 12 mètres de hauteur.

Le système d'extinction automatique d'incendie doit être conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur. Il est vérifié au moins une fois par an.

**Constats :**

L'exploitant a transmis, en amont de la visite, **les rapports de contrôle du sprinklage pour les années 2022 et 2023.**

Analyse documentaire :

Dans le rapport du 06/04/2023, plusieurs non-conformités sans risques de mise en échec sont décrites dans le rapport, qui concernent le sprinklage dans certains locaux et bureaux qui ne sont

pas des zones de stockage. Le rapport précise que l'accord de l'assureur doit être vérifié.

L'exploitant a transmis suite à la visite le rapport sprinklage réalisé le 09/06/2024 faisant suite aux échanges avec l'assureur, et a déclaré que les commandes avaient été faites pour le sprinklage des locaux, suite à la demande de l'assureur.

#### Éléments de l'exploitant :

L'exploitant a déclaré que l'ensemble des locaux pour lesquels avaient été constaté des non-conformités allaient être sprinklés.

#### Analyse documentaire :

Le rapport de 2023 montre aussi différentes observations qui n'étaient plus présentes dans le rapport de 2024, exceptée la remarque suivante : « Absence de vanne de barrage avant le clapet anti-retour » : Cette observation a été écrite pour la première fois le 13/03/2017.

Les observations qui ont été faites dans le rapport de 2023 dans la partie « XI-Entretien de l'installation » n'ont pas été levées dans le rapport de 2024, et notamment « Nouvelle centrale d'alarme BALTIC avec 1 point Hors-service : Défaut vanne piv cellule 6 (contacteur de fin de course HS) » Cette observation avait été faite pour la première fois en 2022.

En outre, le rapport de 2024 présente l'observation suivante : « Absence de vanne en aval du poste en air (pas de déclenchement), prévoir déclenchement lors de la triennale ». Or, l'inspection a constaté que l'observation était présente dans les rapports de 2023 et 2022, et qu'elle avait été faite pour la première fois en 2018. L'inspection demande donc à l'exploitant de suivre les observations qui lui sont faites et d'assurer leur levée aux échéances indiquées.

L'exploitant a également transmis, en amont de la visite, les **derniers rapports de contrôle des groupes moto-pompe pour les années 2022 et 2023.**

Le rapport de 2023 indique un problème avec l'électro-aimant du groupe moto-pompe.

#### Constats de terrain :

L'inspection a constaté qu'un voyant hors-service était allumé sur la console présente dans le local source. L'exploitant a déclaré que ce voyant était dû au défaut de vanne qui était tracé dans le rapport de sprinklage de 2024.

#### Éléments de l'exploitant :

Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré que les travaux indiqués dans les rapports de 2022 avaient été menés.

De plus, l'exploitant déclare qu'un ressort a été installé sur le groupe motopompe afin d'assurer le bon actionnement du groupe et de résoudre le problème de l'électro-aimant.

L'exploitant déclare que le contrôle du groupe moto-pompe est réalisé toutes les deux semaines.



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande d'action corrective n°4 :

L'inspection demande à l'exploitant de suivre les observations qui lui sont faites dans les rapports et d'en assurer la levée.

Demande de justificatifs n°1 :

L'inspection demande à l'exploitant de fournir, **sous trois mois** :

- les bons de commande pour la mise en place du sprinklage dans les locaux ;
- les bons d'intervention permettant d'attester des travaux faits suite au rapport de 2022, et de 2023 ;

Demande d'action corrective n°5 :

L'inspection demande à l'exploitant de réparer, **sous trois mois**, le défaut sur la vanne à l'origine du voyant hors-service sur la centrale dans le local sprinklage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : R.I.A**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/01/2023, article 7.7.3.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ressources en eau - R.I.A

**Prescription contrôlée :**

Un réseau de RIA alimenté par le réseau de sprinklage doit être judicieusement implanté et accessible dans les cellules de stockage des entrepôts à proximité des issues (dans la mesure du possible).

[...] Ils doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

**Constats :**

L'exploitant a fourni en amont de la visite les rapports de vérification des extincteurs et des RIA des années 2023 et 2024.

Analyse de l'inspection :

**Rapport de 2024 :**

Les vérifications ont été réalisées sur 21 RIA. Le rapport indique l'ensemble des opérations réalisées et pièces détachées remplacées, et mentionne également les codes pannes pour les matériels défectueux, avec les références du matériel remplacé.

La liste des RIA est présentée dans le rapport de vérification, mais les codes pannes n'ont pas été

reportés en face de chaque matériel réparé. L'exploitant a fourni par courriel du 28/06/2024 suite à la visite le détail du compte-rendu du prestataire, mais les code panne ne sont pas renseignés en face de l'extincteur.

L'inspection demande à l'exploitant de préciser les opérations réalisées en face des RIA concernés par une réparation.

Les mêmes remarques peuvent être faites sur le rapport de 2023.

*Sur le terrain :*

L'inspection a constaté par sondage que le RIA à l'Est de la cellule 4 portait l'étiquette de la dernière vérification datant d'avril 2024. De plus au sein des cellules de stockage, l'inspection a constaté que l'emplacement des RIA était signalé par panneaux affichés à en haut des murs, afin de favoriser leur visibilité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande d'action corrective n° 6:

L'inspection demande à l'exploitant, **lors du prochain contrôle**, de renseigner les codes pannes des RIA qui ont dysfonctionné lors de la vérification annuelle afin de pouvoir tracer les réparations faites.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 12 mois

**N° 5 : Extincteurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/01/2023, article 7.7.3.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Extincteurs

**Prescription contrôlée :**

Des extincteurs mobiles, appropriés aux risques encourus doivent être disponibles sur le site en nombre suffisant (à l'intérieur des cellules, bureaux...) et à proximité des dégagements. Ils doivent être judicieusement répartis, repérés par des pancartes et vérifiés annuellement.

**Constats :**

L'exploitant a fourni en amont de la visite les rapports de vérification des extincteurs et des RIA des années 2023 et 2024.

Analyse de l'inspection :

**Rapport de 2024 :**

Les vérifications ont été réalisées sur 237 extincteurs.

Le rapport indique l'ensemble des opérations réalisées et pièces détachées remplacées.

Comme mentionné au point précédent, les codes pannes ne sont pas rattachés à des extincteurs précis, ce qui ne permet pas de suivre les réparations sur le matériel.  
L'inspection demande à l'exploitant de préciser les opérations réalisées en face des extincteurs concernés par une réparation.

Les mêmes remarques peuvent être faites sur le rapport de 2023.

*Sur le terrain :*

L'inspection a vérifié par sondage les extincteurs suivants : 13, 28 27 et 76. Ces extincteurs sont tous indiqués à l'aide d'un panneau en haut du mur, et portent tous une étiquette permettant de voir que le dernier contrôle a été réalisé en avril 2024. Ces extincteurs étaient tous accessibles.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande d'action corrective n° 7:

L'inspection demande à l'exploitant, **lors du prochain contrôle**, de renseigner les codes pannes sur les extincteurs qui ont dysfonctionné lors de la vérification annuelle afin de pouvoir tracer les réparations faites.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 12 mois

**N° 6 : Plan d'Opération Interne**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/01/2023, article 7.7.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan d'opération interne

**Prescription contrôlée :**

[...]

Le P.O.I. est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Le P.O.I et les modifications notables successives sont transmis au préfet et au service départemental d'incendie et de secours.

Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées par l'exploitant dans le projet de P.O.I.

Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I.. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois tous les trois ans, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation.

[...]

**Constats :**

Le dernier POI en possession de l'inspection est le POI datant de 2020. L'inspection a demandé à l'exploitant de lui fournir la version la plus récente. La version datant de 2023 a été transmise par courriel du 02/07/2024.

<p>L'exploitant a transmis, suite à la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le compte-rendu du dernier exercice POI avec le SDIS réalisé en 2007 ;</li> <li>- le compte-rendu du dernier exercice POI réalisé sur site le 11/10/2023 .</li> <li>- le compte-rendu de l'exercice POI réalisé avec le concours du SDIS en aval de la visite, le 10 juillet 2024.</li> </ul> <p><u>Éléments de l'exploitant :</u></p> <p>L'exploitant a déclaré qu'un exercice POI était réalisé une fois par an.</p> <p><u>Analyse de l'inspection :</u></p> <p>Le dernier exercice mené avec les pompiers le 10 juillet 2024 a permis de lever des points positifs et des points d'amélioration dans l'organisation interne.</p> <p>Ces améliorations sont à inclure dans le POI, et doivent permettre d'améliorer la gestion de crise sur site.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

#### N° 7 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2023, article 7.7.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris les personnels intérimaires et de gardiennage, doivent recevoir une formation comportant notamment :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident,</li> <li>- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes de sécurité et d'incendie,</li> <li>- l'évacuation des personnels et l'appel des secours extérieurs,</li> <li>- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté.</li> </ul> <p>Le niveau de connaissance du personnel (y compris le personnel de gardiennage) doit être vérifié et maintenu sur la base d'entraînements périodiques, au minimum une fois par an.</p> <p>Des exercices de mise en œuvre du matériel incendie doivent avoir lieu au moins tous les 6 mois et être transcrits sur le registre de sécurité avec les observations s'y rapportant. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte-rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, doit lui être adressé.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a déclaré que les formations prodiguées sur site étaient les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une formation sur les extincteurs, adaptée au produits stockés - tous les deux ans ;</li> <li>• Des causeries autour de certains sujets de sécurité, faites à des fréquences indéfinies (la dernière datant du 14/02/2024) ;</li> </ul>

- Une journée sur le thème de la sécurité tous les ans ;
- Un exercice POI par an.

L'exploitant a transmis, à l'issue de la visite, par courriel du 28/06/2024, le compte-rendu de la causerie dont un des thèmes était « Quel extincteur prendre selon le type de chariot ? », ainsi que les compte-rendus des deux derniers exercices POI sur site.

L'inspection rappelle à l'exploitant que des exercices de mise en œuvre du matériel incendie doivent se tenir tous les six mois. Les formations en interne doivent pouvoir être accompagnées de mise en pratique afin de respecter la fréquence indiquée dans la prescription susmentionnée.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

##### Demande de justificatif n°2 :

L'inspection demande à l'exploitant, **sous trois mois**, de justifier de la mise en place d'exercices de mise en œuvre du matériel incendie qui doivent avoir lieu au moins tous les 6 mois et être transcrits sur le registre de sécurité avec les observations s'y rapportant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 8 : Identification des produits**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/01/2023, article 7.2.1

**Thème(s) :** Produits chimiques, Identification des produits

##### **Prescription contrôlée :**

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. (a minima les substances et mélanges dangereux selon le règlement n° 1272/2008, dit CLP)[...]

##### **Constats :**

L'exploitant a montré, lors de la visite, le logiciel permettant de suivre l'état des stocks au jour le jour.

Les références des palettes sont accessibles avec le contenu, et scannées à l'entrée dans l'entrepôt et la sortie afin de connaître la quantité présente sur site. Les quantités de granulés plastique déchargées dans les silos sont également connues et retranscrites sur un autre logiciel.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 9 : Prescriptions spécifiques aux stockages de produits classés rubrique 1510**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/01/2023, article 8.2.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prescriptions spécifiques aux stockages de produits classés rubrique 1510

##### **Prescription contrôlée :**

Les matières conditionnées en masse (sac, palette...) doivent former des îlots limités de la façon suivante :

- surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup>,

- distance entre 2 îlots : 2 mètres minimum.

#### Constats :

Les stockages sont divisés comme suit :

- Cellules 1,2 et 3 : Stockage en masse - Rubrique 2662 ;
- Cellules 4, 5, 6, 7 : Stockage en palettiers - Rubrique 1510 ;
- Silos : Rubrique 2662.

L'inspection a porté sur les cellules de stockage.

#### Sur le terrain :

L'inspection a constaté que les cellules 1, 2 et 3 étaient découpées ainsi :

- Deux allées Nord-Sud reliées aux quais. Elles ont une largeur supérieure à 2 mètres.
- Deux allées perpendiculaires Est-Ouest, permettant de passer d'une cellule à l'autre. Ces allées sont tracées au sol, et sont larges de moins de 2 mètres.

Il y a donc 9 îlots par cellule. Néanmoins, la largeur des allées n'est pas suffisante au regard de la prescription susmentionnée.

De plus, l'inspection demande à l'exploitant de lui justifier que l'ensemble des îlots, et notamment chaque îlot central dans les cellules 1, 2 et 3 a bien une surface inférieure à 500 m<sup>2</sup>. Les cellules contenant des produits classés 2662 se trouvant dans la même IPD (installation, pourvue d'une toiture, dédiée au stockage) que les produits 1510, cette prescription est bien applicable aux cellules 1, 2, 3 au regard du guide entrepôt (version juin 2024).

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

##### Demande d'action corrective n°8 :

L'inspection demande à l'exploitant, **sous un mois**, de modifier le marquage au sol dans les cellules dédiées au stockage en masse afin de garantir une largeur des allées de 2 mètres.

##### Demande de justificatifs n°3 :

L'inspection demande à l'exploitant de justifier, **sous un mois**, que la surface des îlots, et en particulier des îlots centraux dans les cellules dédiées au stockage en masse est bien inférieure à 400 m<sup>2</sup>.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Stockage en palettiers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2023, article 8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage en palettiers
<b>Prescription contrôlée :</b>  [ ...] Le stockage des marchandises entreposées sur palettiers doit se faire de la manière suivante : - allées de circulation : largeur minimale 2 mètres, - un espace minimum de 0,30 mètre doit être maintenu entre toutes parois et les palettiers, - un espace minimal de 1 mètre doit être maintenu entre le sommet des blocs et les installations d'extinction automatique d'incendie.
<b>Constats :</b>  <i>Sur le terrain :</i> L'inspection a visité la cellule 4 et a pu constater que : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la largeur des allées est bien supérieure à 2 mètres ;</li> <li>• les palettiers sont bien à une distance supérieure à 30 cm des parois ;</li> <li>• l'espace supérieur à un mètre entre le stockage et le sprinklage est respecté, et garanti par la présence de fermes au niveau de la base de la toiture.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Dispositions constructives**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2023, article 8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les murs séparant les cellules de stockage doivent : - être au minimum REI 120 (coupe-feu de degré minimum 2 heures), [ ...]
<b>Constats :</b>  L'inspection n'a pas constaté, lors de sa visite des cellules 1,2,3 et 4, de dommages, ni de perçage, au niveau des murs coupe-feu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite